

Recensement des évacuations forcées de lieux de vie occupés par des Roms étrangers en France

(Année 2013)

1. Résumé

Evacuations de Roms : des niveaux intolérables, injustifiables, inutiles et coûteux !

Les évacuations forcées des Roms étrangers durant l'année 2013 atteignent le chiffre de 21.537. Ceci représente plus de la totalité de la population habitant en bidonville ou en squat en France, évaluée à 16.949¹, en majorité des Roms étrangers. Autrement dit, l'ensemble de la population Rom vivant en bidonvilles et squats en France aurait été évacuée de force au moins une fois durant l'année 2013. En tout, il y eut 165 évacuations perpétrées par les forces de l'ordre concernant 19.380 personnes et 22 évacuations suite à un incendie affectant 2.157 personnes. Ces chiffres sont largement supérieurs à ceux recensés les années précédentes puisque nous avons recensé 9.404 personnes évacuées de force par les autorités de leurs lieux de vie en 2012 et 8.455 en 2011.

Il y eut 118 évacuations forcées faisant suite à une assignation par les propriétaires des terrains ou des squats devant les tribunaux de grande instance (TGI) ou les tribunaux administratifs (TA), 34 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la Mairie ou le Préfet et 13 abandons des bidonvilles par les personnes elles-mêmes, dans la très grande majorité des cas sous la menace d'une évacuation forcée imminente. Nous rappelons que près des deux tiers des sites sont situés sur des terrains publics¹. Ce sont donc des entités publiques qui assignent dans les deux tiers des cas les occupants à quitter ces sites.

On observe une nette recrudescence des évacuations forcées organisées par les forces de l'ordre durant la période estivale, mais ce rythme perdure malheureusement à un rythme presque aussi élevé au quatrième trimestre malgré une météo hivernale.

Le plus grand nombre d'évacuations forcées a été observé en Ile-de-France, comptant pour 57 % de leur total, le triste record étant détenu par le département de Seine-Saint-Denis. 39 % des évacuations ont eu lieu dans les quatre régions du Nord-Pas de Calais, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Aquitaine.

On a observé d'autre part un nombre croissant de bidonvilles abandonnés par les habitants avant l'intervention des forces de l'ordre pour éviter les traumatismes et la perte de leurs biens.

Les évacuations forcées ont continué pratiquement partout sans solution alternative crédible de relogement ni d'accompagnement social. Les ONG impliquées ainsi que différentes institutions (comme le Défenseur des Droits) reconnaissent que la mise en application de la circulaire interministérielle du 26 août 2012 « relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites » reste rare, disparate et généralement superficielle. Elle s'apparente souvent à un recensement des populations plutôt qu'à un réel et durable travail social d'insertion.

¹ Vade-mecum à l'usage des correspondants « points de contact départementaux » de la mission relative à l'anticipation et l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites, version du 10 décembre 2013, DIHAL

Ces évacuations forcées sont l'expression d'une politique de rejet stigmatisant les Roms comme boucs émissaires. Les autorités ne souhaitent qu'une seule chose : leur retour dans leur pays d'origine. Cette politique de rejet ouvre la voie à l'expression des extrémismes et du racisme anti-Roms. On assiste ainsi de plus en plus fréquemment à des discours ou à des actes violents et racistes. Cette politique de rejet reste inefficace, coûteuse et inutile puisque rien n'a changé suite à ces évacuations, que les Roms vivent toujours en France dans un bidonville qu'ils ont reconstruit un peu plus loin mais qu'ils se retrouvent de plus en plus précarisés.

Remarque :

Ce recensement a été établi en collaboration avec le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope et est le fruit d'un travail commun entre la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et le « European Roma Rights Centre » (ERRC). Sans avoir la prétention à l'exhaustivité de la situation étant donné le manque de données officielles disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible.

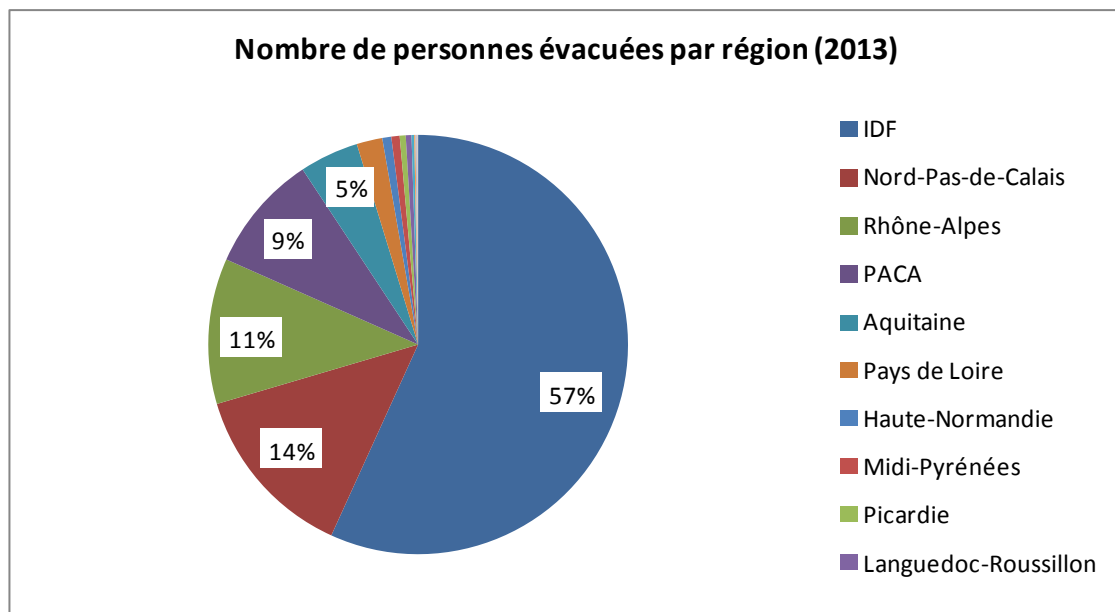
2. Résultats observés

Durant l'année 2013, 21.537 personnes furent obligées de quitter leurs lieux de vie dont 19.380 suite à une évacuation forcée par les autorités et 2.157 suite à un incendie.

Les évacuations ont concerné 187 sites. Une solution partielle de relogement aurait été proposée 74 fois. Les événements survenus sur ces sites correspondent à 165 évacuations forcées et 22 évacuations suite à un incendie.

Il y eut 118 évacuations forcées faisant suite à une décision d'un tribunal de grande instance (TGI) ou d'un tribunal administratif (TA), 34 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la Mairie ou le Préfet et 13 abandons des bidonvilles par les personnes elles-mêmes.

L'analyse des résultats montre que neuf régions de France ont été les principaux témoins d'évacuations forcées. La figure ci-dessous montre que la région Ile de France concentre le plus grand nombre d'évacuations et est suivie par les régions Nord-Pas de Calais, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Aquitaine.



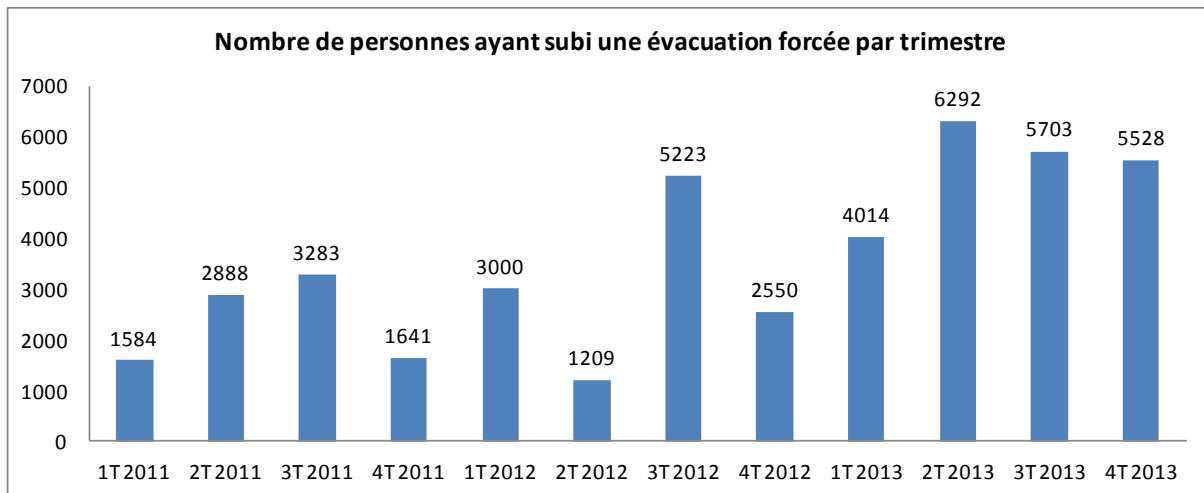
Les solutions de relogement restent dérisoires dans la pratique même si, dans ce rapport, elles sont comptabilisées quand elles sont faites. Les propositions de relogement sont le plus souvent temporaires (deux à trois jours) dans des hébergements d'urgence ou parfois plus longtemps pour certaines familles (un mois renouvelable selon des critères mal définis) dans des hôtels du SAMU social. Elles sont généralement éparpillées et éloignées des lieux de scolarisations des enfants et elles ne sont adressées qu'à une partie de la population du lieu de vie. Aussi, les solutions de relogement sont le plus souvent offertes le jour même de l'évacuation : les personnes n'étant pas informées qu'elles pourraient être relogées pour quelques nuits, elles quittent leur lieu de vie avant l'arrivée des forces de l'ordre et des services de relogement. Il arrive fréquemment que les autorités envisagent de séparer les familles en proposant des solutions d'hébergement d'urgence uniquement aux mères et aux plus jeunes enfants, laissant les pères et les autres enfants plus âgés à la rue. Malheureusement, ces relogements peuvent être l'occasion d'une distribution d'Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF).

3. Évolutions par rapport aux périodes précédentes

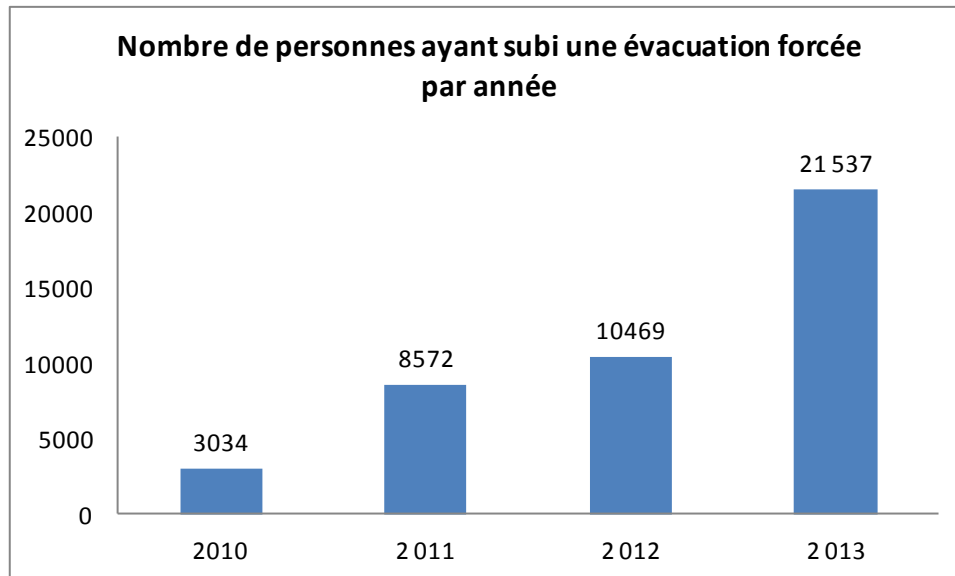
Les tableaux suivants détaillent les différents nombres recensés et leurs évolutions.

Cette analyse montre que le nombre de personnes évacuées durant les quatre trimestres de l'année 2013 reste à un niveau extrêmement élevé. Ces résultats reflètent les propos tenus par les autorités de développer une politique de rejet.

L'évolution du nombre d'évacuations forcées par année montre une augmentation constante renforcée nettement en 2013 puisque leur nombre a presque doublé par rapport à 2012.



	nombre d'évacuations par les autorités	nombre d'incendies	nombre de lieux évacués	Solutions partielles de relogement	Personnes évacuées par les autorités	Personnes évacuées suite aux incendies ou autres	Personnes évacuées de force
1T 2012	17	6	23	3	2153	777	2930
2T 2012	17	1	18	1	1039	20	1059
3T 2012	40	1	41	4	4630	35	4665
4T 2012	23	3	26	11	1582	233	1815
Grand Total	97	11	108	19	9404	1065	10469
1T 2013	29	10	39	16	3007	1007	4014
2T 2013	38	4	42	17	5762	530	6292
3T 2013	57	5	62	29	5203	500	5703
4T 2013	41	3	44	12	5408	120	5528
Grand Total	165	22	187	74	19380	2157	21537



Note : Ces estimations n'incluent pas les rapatriements par charter de l'OFII (pour information, en dehors des rapatriements personnels, 446 personnes rapatriées en groupe lors de 4 charters en 2013).

4. Harcèlements, rejets, mises en péril, menaces

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne donne que quelques exemples des faits de violence :
Durant le premier trimestre 2013 :

- les harcèlements policiers précédant une évacuation se sont multipliés et sont souvent accompagnés de distributions d'obligations de quitter le territoire français (OQTF) (comme à St Fons (69) ou à Paris, Porte de la Chapelle²). Des cas de chasses et de poursuites ont été observés pendant lesquelles les autorités ont systématiquement empêché ces populations de se réinstaller dans un autre endroit (par exemple à Aubervilliers (93)³).
- On constate que les populations des bidonvilles sont de plus en plus rejetées par les populations riveraines attisées par des discours politiques locaux et nationaux incitant à ne pas tolérer leur présence. On observe aussi un nombre croissant de pétitions anti-Roms soutenues et/ou initiées par les autorités (par exemple à Vigneux-sur-Seine⁴ (91), ou le tract du PS à Ris-Orangis⁵ (91) et un autre à Montpellier⁶ (34)). On remarque la montée d'un climat xénophobe violent se manifestant par des attaques de lieux de vie occupés par des Roms, attaques perpétrées par des individus non identifiés. On a pu le noter à Marseille⁷ (13) avec des gaz lacrymogènes et nécessitant l'hospitalisation d'une personne, le 29 mars 2013.

Durant le deuxième trimestre 2013 :

² OQTF distribuées le 17 janvier 2013. Source : European Roma Rights Centre

³ Roma in France Face Multiple Evictions, ERRC, Budapest, 8 mars 2013

⁴ Les familles Roms du bidonville de Vigneux-sur-Seine expulsées, Essonne Info, 12 mars 2013

⁵ Etrange climat à Ris-Orangis autour des Roms, Essonne Info, 6 février 2013

⁶ Village d'insertion des Roms : un quartier de Montpellier se rebiffe, Midi Libre, 5 février 2013

⁷ Des Roms attaqués par plusieurs individus, La Provence.com, 30 mars 2013

- Les harcèlements policiers ont perduré souvent accompagnés de distributions d'obligations de quitter le territoire français (OQTF), comme à Paris (75), Porte de la Chapelle où le 9 avril 2013 une centaine d'OQTF ont été distribuées⁸.
- Les personnes évacuées de force de la friche Barda à Montreuil (93)⁹ le 2 mai ont été pourchassées pendant plusieurs jours par les forces de l'ordre avant de reconstruire un bidonville Porte de Montreuil.
- Des personnes, ayant dû évacuer leur squat suite à un incendie le 13 mai, ont été relogées temporairement dans un gymnase mais 120 d'entre elles s'en sont vues expulsées trois semaines plus tard, le 29 mai, à Lyon¹⁰ (69) sans aucune solution de relogement.
- Ce n'est qu'après y avoir été contraint par une décision de justice, que le Préfet de Lyon (69) a accepté de reloger des personnes qu'il avait évacuées au mois d'avril¹¹.
- Des climats de tension et des menaces anti-Roms : les occupants d'un bidonville à Sarcelles¹²(93) ont abandonné les lieux le 29 mai suite à la visite nocturne d'individus armés (une personne a été blessée).
- A Hellemmes¹³(59), le 8 juin, des cocktails Molotov ont été lancés contre le village des Roms sans faire de blessés.
- Les discours de haine : Des propos ressemblant à un appel à la violence ont été émis le 8 juin sur Twitter par un conseiller municipal de Marseille (« *Bientôt à Marseille pour la même action* »¹⁴) suite à des jets de cocktail Molotov le 7 juin sur un village d'insertion occupé par des Roms à Hellemmes¹⁵ (59). Le Maire de Nice a déclaré le 4 juin 2013 : « *Je souhaite que chacun sache que ceux qui ne respectent pas les lois de la République, que les Roms, les squatteurs et les étrangers en situation irrégulière ne sont pas les bienvenus sur le territoire de la ville de Nice et je prendrai toutes les mesures pour ne pas relâcher la pression.* »¹⁶

Durant le troisième trimestre 2013 :

- Des climats de tension et des menaces anti-Roms : un agriculteur de Croix¹⁷(59) a tiré à blanc avec sa carabine pour effrayer des Roms qui s'approchaient de son exploitation le 14 septembre 2013.
- Les discours de haine : Des propos ressemblant à un appel à la violence ont été émis le 16 septembre par le maire de Croix : « *Et si un Croisien commet l'irréparable, je le soutiendrai* », « *Les Roms n'ont rien à faire à Croix. Oui, s'il y a un dérapage, j'apporterai mon soutien. La population en a assez.* »¹⁸. Début juillet, le président d'honneur du Front national, Jean-Marie Le Pen, a qualifié la présence de Roms à Nice, d'« *urticante* » et « *odorante* ». A la fin de juillet, le député-maire de Cholet(49), Gilles Bourdouleix, a déclaré, au sujet des Gitans, que « *Hitler n'en avait peut-être pas tué assez* »¹⁹.

⁸ Source : European Roma Rights Centre

⁹ *Les Roms évacués d'un nouveau terrain hier soir*, Le Parisien 9 mai 2013, La Voix des rRoms, 6 mai 2013

¹⁰ *Une centaine de Roms mis à la porte d'un gymnase à Lyon*, Reuters, 29 mai 2013

¹¹ *Le préfet du Rhône condamné à reloger dix familles de Roms*, France Info, 4 avril 2013

¹² *Témoignage bénévole JPD, LDH*, 10 juin 2013

¹³ *Hellemmes : des cocktails Molotov lancés contre le village des Roms*, La Voix du Nord, 8 juin 2013

¹⁴ *Un élu marseillais UMP prône la violence contre les Roms*, Par Francetv info avec AFP, le 08 juin 2013

¹⁵ *Hellemmes: des cocktails Molotov lancés contre le village des Roms*, La Voix du Nord, 8 juin 2013

¹⁶ *Roms : Est-il impossible de concilier humanitaire et sécuritaire ?* Nice Premium, 4 juin 2013

¹⁷ *Nord : "Les Roms n'ont rien à faire à Croix"*, le Nouvel Observateur, 16 septembre 2013

¹⁸ *Propos anti-Roms du maire de Croix : un « appel à la violence » pour Martine Aubry*, La Voix du Nord, 17 septembre 2013

¹⁹ *Des associations tziganes poursuivent Estrosi pour ses propos sur les Roms*, Le Monde.fr avec AFP, 10 septembre 2013

- Les propos du Ministre de l'Intérieur jettent encore plus le trouble quand il affirme : « *ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont en confrontation* » avec les populations locales²⁰.

Durant le quatrième trimestre 2013 :

- On a constaté l'utilisation de gaz lacrymogènes, y compris contre des enfants, lors de l'évacuation d'un squat occupé par des Roms le 2 décembre à Lyon²¹.
- Au moins une caravane confisquée lors de l'évacuation forcée fin septembre du bidonville du Galon d'Eau à Roubaix (59)²² a été détruite en fourrière par les services de la préfecture.
- Aucune trêve hivernale n'est observée : le bidonville de St Ouen occupé par 800 personnes est évacué le 27 novembre²³ et l'ensemble des habitants jetés à la rue. Le même jour, 4 autres bidonvilles furent évacués, soit 1.140 personnes en une seule journée !
- Luc Jousse, le maire UMP de Roquebrune-sur-Argens (Var), a regretté, au cours d'une réunion publique le 12 novembre, « *qu'« on ait appelé trop tôt les secours » pour éteindre un incendie qui s'était déclenché dans un campement de Roms* »²⁴. Suite à ces propos, le maire a été suspendu de la Fédération UMP du Var.
- Pierre Lellouche, député UMP et conseiller de Paris, ose affirmer : « *Ce qui est encore plus insupportable pour le Parisien que je suis c'est qu'on a sur le grand boulevard de la Madeleine un mendiant Rom tous les 200 mètres, littéralement installé sur le trottoir* » ou encore : « *On n'est pas dans l'Union européenne pour servir de dépotoir aux ressortissants des populations dont on ne veut pas s'occuper dans les pays d'origine* », le tout « *après avoir comparé la mendicité rom à l'enlèvement des véhicules garés sur les places livraison* »²⁵.

5. Une politique de rejet et de boucs émissaires

Les évacuations forcées ont continué à un rythme très élevé confirmant la ligne gouvernementale définie par le Premier Ministre et le Ministre de l'Intérieur stipulant qu'il n'y a « *pas d'autre solution que de démanteler ces campements progressivement et de reconduire (ces populations) à la frontière* » ou encore : « *Les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie* »²⁶.

Une évacuation forcée restera la manifestation violente d'un rejet et non l'expression d'une volonté d'insertion.

Le Préfet Régnier, responsable de la mise en application de la circulaire du 26 août 2012, n'a ni autorité, ni moyens, ni les ressources humaines ou budgétaires pour mener à bien sa mission.

Durant l'année 2013, les évacuations forcées ont atteint des niveaux intolérables. C'est la totalité de la population habitant en bidonville ou en squat en France, évaluée à 16.949 par la DIHAL, en majorité des Roms étrangers, qui aurait été victime d'une évacuation forcée. Dans la très grande majorité des cas, aucune proposition crédible d'accompagnement social ou de relogement n'est faite. Ceci se perpétue tout en développant un discours gouvernemental de rejet de plus en plus clair et se traduisant dans les faits par une violence brutale plus insupportable que celle perpétrée par le gouvernement

²⁰ La question Rom dans le débat politique, France Inter, 24 septembre 2013

²¹ Lacrymo et arrestations, une expulsion de squat qui tourne mal à Lyon-Confluence, Rue89Lyon, 2 décembre 2013

²² Roubaix : la préfecture sous le feu des critiques après la destruction en fourrière d'une caravane de Roms, La Voix du Nord, 10 novembre 2013

²³ L'un des plus grands bidonvilles roms en France évacué à Saint-Ouen, Libération, 27 novembre 2013

²⁴ Var. Nouveau dérapage anti-Roms d'un maire UMP, La dépêche, 5 décembre 2013

²⁵ Roms : "Paris, c'est devenu Bombay", dit Pierre Lellouche, RTL.fr, 17 décembre 2013

²⁶ Pour Valls, «les Roms ont vocation à rentrer en Roumanie ou en Bulgarie», Libération, 24 septembre 2013

précédent. Il n'y a aucune volonté politique de développer une politique d'insertion. Cette politique de rejet est accompagnée par des discours laissant la voie libre à l'expression des extrémismes stigmatisant une population déjà trop précarisée ainsi désignée comme bouc émissaire.

6. Résultats détaillés pour le 4^{ème} trimestre 2013

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2013)																
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre		Expulsés pour cause			Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Motif		Source/Réaction	
						Nbr de personnes	dont enfants	Evacués	nbr incendies ou autres	nbr			Arreté Préfet / Maire / 48h fragrance	jugement TGI ou TA		seuls sous pression
Zone commerciale	Montivilliers	Seine-Maritime	Haute-Normandie	26-sept	4T 2013	20	7			20	1					76actu 26 septembre
Galon d'eau	Roubaix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	27-sept	4T 2013	250	83	250	1			1		1		Libération 27 sep
Quai de la Souys	Floirac	Gironde	Aquitaine	01-oct	4T 2013	30	10	30	1							Sud ouest 1 octobre
Thé Lipton Ceauxriaucville	Le Havre	Seine-Maritime	Haute-Normandie	01-oct	4T 2013	10	8	10	1					1		76actu 1 octobre
Porte de Paris	Saint Denis	Seine-St-Denis	IDF	01-oct	4T 2013	80	27	80	1				1			Romeurope 12 oct
Campernet	Pierrefitte	Seine-St-Denis	IDF	02-oct	4T 2013	60	20	60	1				1			Romeurope 12 oct
Canal de Roubaix	Roubaix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	03-oct	4T 2013	90	30	90	1			1		1		Libération 3 oct
Rue Daniel Perdridge	Noisy-le-Grand	Seine-St-Denis	IDF	08-oct	4T 2013	150	50	150	1					1		Le Parisien 8 oct
Le long de la D316	Sarcelles	Seine-St-Denis	IDF	09-oct	4T 2013	400	133	400	1					1		Le Parisien 9 oct
ZAC Croix Wasquehal	Croix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	09-oct	4T 2013	120	40	120	1					1		AFP 9 octobre
Terrain Maria	Chelles	Seine-et-Marne	IDF	14-oct	4T 2013	40	13	40	1					1		plateforme 93 16 oct
Face RER Noisy Champ	Champs/Marne	Seine-et-Marne	IDF	15-oct	4T 2013	50	17	50	1					1		Témoignage
ZAC Croix Wasquehal	Croix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	15-oct	4T 2013	110	37	110	1					1		Le Parisien 15 octobre
La Capelette	Marseille	Bouches du Rhône	PACA	21-oct	4T 2013	400	133	400	1			1		1		Le Parisien 21 oct
Plateau des Glières	Poitiers	Vienne	Poitou-Charente	23-oct	4T 2013	25	14	25	1			1		1		Lanouvelerép 23 oct
Terrain de Delta 3	Dourges	Pas-de-Calais	Nord-Pas-de-Calais	25-oct	4T 2013	170	57	170	1					1		La voix du Nord 25 oct Romeurope
Parking université Lille 1	Villeneuve d'Ascq	Nord	Nord-Pas-de-Calais	28-oct	4T 2013	200	67	200	1			1		1		Le Parisien 28 oct
Près du Transbordeur	Villeurbanne	Rhône	Rhône-Alpes	29-oct	4T 2013	100	33	100	1					1		FR3 29 octobre
Aire de passage	Courmelles	Aisne	Picardie	30-oct	4T 2013	100	33	100	1						1	FR3 30 octobre
Av Gaston-Cabannes	Floirac	Gironde	Aquitaine	31-oct	4T 2013	137	46	137	1			1		1		Sud Ouest 31 octobre
Stade Auguste Marin	St Maur	Val-de-Marne	IDF	06-nov	4T 2013	23	8	23	1			1			1	Le Parisien 7 nov
Terrain de la Syonnière	St Herblain	Loire-Atlantique	Pays de Loire	13-nov	4T 2013	150	50	150	1						1	Quest France 14 nov
Impasse Bloch Praeger	La Courneuve	Seine-St-Denis	IDF	20-nov	4T 2013	50	20	50	1				1			ERRC
Quartier des docks CPCU	St Ouen	Seine-St-Denis	IDF	27-nov	4T 2013	800	267	800	1					1		Le Monde 27 nov
Berges du Var	Nice	Alpes Maritimes	PACA	27-nov	4T 2013	200	67	200	1					1		FranceTVinfo 27 nov
Pont de Fives	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	27-nov	4T 2013	40	13			40	1					La voix du Nord 27 nov
6 rue d'Oléron	Poitiers	Vienne	Poitou-Charente	27-nov	4T 2013	20	7	20	1			1			1	Lanouvelerép 27 nov
Port autonome	Rezé	Loire-Atlantique	Pays de Loire	27-nov	4T 2013	80	27	80	1					1		Presse océan 27 nov
Av de Strathkelvin	Corbeil	Essonne	IDF	01-déc	4T 2013	60	20			60	1					Corbeil-infos
71 Quai Perrache	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	02-déc	4T 2013	73	24	73	1					1		Rue89Lyon 2 déc Romeurope
Frais-vallon	Marseille	Bouches du Rhône	PACA	03-déc	4T 2013	200	67	200	1					1		FR3 3 décembre
Av Roger Salengro	La Courneuve	Seine-St-Denis	IDF	03-déc	4T 2013	300	100	300	1					1		ERRC
Alfred Nobel et Gibraltar	Champs/Marne	Seine-et-Marne	IDF	04-déc	4T 2013	200	67	200	1			1		1		Le Parisien 14 déc
Ancienne usine retraitement	Vigneux-sur-Seine	Essonne	IDF	04-déc	4T 2013	60	20	60	1						1	Mediapart 16 déc
Av de Strathkelvin	Corbeil	Essonne	IDF	05-déc	4T 2013	40	13	40	1						1	Romeurope
camp de Lesquin face Mercure	Lesquin	Nord	Nord-Pas-de-Calais	08-déc	4T 2013	100	33	100	1						1	La Voix du Nord 10 déc
Hippodrome	Ris Orangis	Essonne	IDF	09-déc	4T 2013	70	30	70	2			1		2		Libération 9 décembre
proximité A6	Lisses	Essonne	IDF	09-déc	4T 2013	50	17	50	2			1	2			Libération 9 décembre
Meubles Lesbats	Floirac	Gironde	Aquitaine	10-déc	4T 2013	50	17	50	1			1		1		FR3 Aquitaine 10 dec
Rue du Haut Vinage	Wasquehal	Nord	Nord-Pas-de-Calais	10-déc	4T 2013	100	33	100	1				1			La Voix du Nord 10 déc
Les 3 Brasseurs	Eragny-sur-Oise	Val d'Oise	IDF	17-déc	4T 2013	80	27	80	1					1		Collectif Eragny 19 déc
Bois l'Epine	Ris Orangis / Evry	Essonne	IDF	20-déc	4T 2013	240	80	240	1				1			Le Parisien 20 déc
4ème trimestre 2013						5528	1863	5408	41	120	3	0	12	7	28	6

8. Résultats détaillés pour le 2^{ème} trimestre 2013

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2013)																	
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre		Expulsés pour cause				Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Motif			Source/Réaction
						Nbr de personnes	dont enfants	Evacués	nbr	incendies ou autres	nbr			Arreté Préfet / Maire / 48h / fragrance	jugement TGI ou TA	seuls sous pression	
Bord N7	Ris Orangis	Essonne	IDF	03-avr	2T 2013	250	83	250	1				1	1			Metro 3 avril
Gymnase	St Fons	Rhône	Rhône-Alpes	04-avr	2T 2013	60	20	60	1					1			Le Progrès 4 avril
Rue du Port	Aubervilliers	Seine-St-Denis	IDF	08-avr	2T 2013	100	33	100	1						1		Le Parisien 9 avril
site de l'IUUFM	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	10-avr	2T 2013	28	17	28	1						1		Le Parisien 10 avril
sortie A103	Villeneuve	Seine-St-Denis	IDF	11-avr	2T 2013	25	8	25	1					1			Benevole
Rue Prévôté et rue Politzer	La Courneuve	Seine-St-Denis	IDF	11-avr	2T 2013	250	83	250	1					1			ERRC
Av nelson mandela	Stains	Seine-St-Denis	IDF	15-avr	2T 2013	180	60			180	1		1				Le Parisien 17 avril
Algecos	Fontaine	Isère	Rhône-Alpes	15-avr	2T 2013	156	52	156	1				1		1		FR3 16 avril
Rue de Pressensé	St Denis	Seine-St-Denis	IDF	16-avr	2T 2013	160	53	160	1						1		ERRC
Bretelle Autoroute	St Denis	Seine-St-Denis	IDF	23-avr	2T 2013	30	10	30	1						1		ERRC
Parking Ampère	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	24-avr	2T 2013	100	33	100	1						1		M.Lyon.fr 24 avril
Site CEA	Limel Brévannes	Essonne	IDF	25-avr	2T 2013	400	133	400	1					1			Le Parisien 26 avril
Bvd Allende	St Herblain	Loire-Atlantique	Pays de Loire	25-avr	2T 2013	65	15	65	1			1	1		1		Ouest France 26 avril
Rue de Paris	Montreuil	Seine-St-Denis	IDF	02-mai	2T 2013	78	26	78	1						1		L'express 2 mai
Champy, Bois de grâce	Champs/Marne	Seine-et-Marne	IDF	02-mai	2T 2013	150	50	150	1						1		Le Parisien 2 mai
Squat bord de mer	Juan-les-Pins	Alpes Maritimes	PACA	03-mai	2T 2013	90	30	90	1				1		1		FR3 Côte d'Azur 29 mai
Surplomb A1 et A3	Aulnay sous Bois	Seine-St-Denis	IDF	06-mai	2T 2013	140	47	140	1				1		1		Aulnaylibre 7 mai
Rue Audibert 8ème arr.	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	13-mai	2T 2013	200	67			200	1		1				Le Monde 13 mai
Ancien terrain de rugby	St Priest	Rhône	Rhône-Alpes	14-mai	2T 2013	27	9	27	1						1		La gazette.fr 14 mai
Terrain dit des Cosmaunauts	St Denis	Seine-St-Denis	IDF	15-mai	2T 2013	250	83	250	1						1		ERRC
Terrain dit du Fort de l'Est	St Denis	Seine-St-Denis	IDF	15-mai	2T 2013	180	60	180	1						1		ERRC
Site CEA	Limel Brévannes	Essonne	IDF	21-mai	2T 2013	300	100	300	1				1	1			Le Parisien 21 mai et Romeurope 94
Chemin de Sarcelles au Luat	Sarcelles	Seine-St-Denis	IDF	29-mai	2T 2013	150	50			150	1						Romeurope JPD
rives du Var	Nice	Alpes Maritimes	PACA	2T 2013	2T 2013	120	40	120	1				1		1		Nice matin 21 mai
Sud porte Arras, secteur hotel de police	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	23-mai	2T 2013	400	133	400	1				1		1		La voix du Nord 23 mai
Porte de Paris	St Denis	Seine-St-Denis	IDF	28-mai	2T 2013	250	83	250	1						1		Libération 29 mai
Gymnase Grignard	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	29-mai	2T 2013	180	60	180	1					1			M Lyon 29 mai blog Mediapart 30 mai
Porte de la Chapelle	Paris	Paris	IDF	29-mai	2T 2013	240	80	240	1				1		1		Rapport LDH/ERRC
Porte de la Chapelle	Paris	Paris	IDF	29-mai	2T 2013	240	80	240	1				1		1		Rapport LDH/ERRC
Porte de Paris	St Denis	Seine-St-Denis	IDF	30-mai	2T 2013	150	50	150	1						1		JSD 30 mai
34 rue Beaumont	Nice	Alpes Maritimes	PACA	30-mai	2T 2013	40	13	40	1						1		FR3 30 mai
Rive de la Garonne centre ville	Toulouse	Haute Garonne	Midi-Pyrénées	31-mai	2T 2013	43	11	43	1			1	1				Le Parisien 31 mai
Près de l'usine extraction sables	Argenteuil	Val d'Oise	IDF	04-juin	2T 2013	150	50	150	1						1		Romeurope JPD
Plaine Winston Churchill	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	05-juin	2T 2013	180	60	180	1				1	1			FR3 région NPDC 5 juin
	Saint Pierre de Chandieu	Rhône	Rhône-Alpes	06-juin	2T 2013	100	33	100	1						1		Mlyon 7 juin
Porte de la Villette	Paris	Paris	IDF	12-juin	2T 2013	80	27	80	1				1		1		Le Parisien, ERRC
Bois de la Couronne	Clichy-sous-Bois	Seine-St-Denis	IDF	13-juin	2T 2013	300	100	300	1				1		1		Le Parisien 13 juin
av des olives	Marseille	Bouches du Rhône	PACA	13-juin	2T 2013	50	20	50	1					1			La Marseillaise 13 juin, ERRC
av de St Antoine	Marseille	Bouches du Rhône	PACA	17-juin	2T 2013	180	60	180	1				1		1		La Provence 17 juin, ERRC
Bois de Grâce	Champs/Marne	Seine-et-Marne	IDF	19-juin	2T 2013	200	67	200	1							1	Le Parisien 19 juin, collectif Val Maubuée
Centre d'hébergement	Tassin-la demi-lune	Rhône	Rhône-Alpes	24-juin	2T 2013	20	7	20	1					1			FR3
2ème trimestre 2013						6292	2098	5762	38	530	4	2	17	10	25	3	

9. Résultats détaillés pour le 1^{er} trimestre 2013

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2013)																		
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre		Expulsés pour cause				Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Motif			Source/Réaction	
						Nbr de personnes	dont enfants	Evacués	nbr incendies ou autres	nbr	Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance			Jugement TGI ou TA	seuls sous pression			
La Carelle	Villeneuve-le-Roi	Val-de-Marne	IDF	04-janv	1T 2013	90	30	90	1				1	1			Libération 4 janvier	
Porte de la Chapelle	Paris	Paris	IDF	10-janv	1T 2013	6	2			6	1						Parisien 10 janvier	
Boulevard Schuman	Lille	Nord	Nord-Pas-de-Calais	14-janv	1T 2013	120	40			120	1		1				20minutes 15 janvier	
14 av du bois de l'Epine	Courcouronnes	Essonne	IDF	21-janv	1T 2013	25	8	25	1				1	1			ASEFRR	
Croisement D93A / Jean Monet	Courcouronnes	Essonne	IDF	21-janv	1T 2013	30	10	30	1					1			ASEFRR	
Rue de Suède l'Anjoly	Vitrolles	Bouches du Rhône	PACA	25-janv	1T 2013	50	17	50	1						1		Communiqué MRAP/LDH	
Bachelard et Helene Boucher	Villeneuve d'Asq	Nord	Nord-Pas-de-Calais	31-janv	1T 2013	70	23	70	1				1				FR3 Nord 31 janvier	
Rue Blanqui	Bordeaux	Gironde	Aquitaine	04-févr	1T 2013	20	7	20	1						1		Sud Ouest 5 février	
Pontillaut	Pontault-Combault	Seine-et-Marne	IDF	12-févr	1T 2013	60	20	60	1							1	Le Parisien 12 février	
Marché aux puces	Marseille	Bouches du Rhône	PACA	12-févr	1T 2013	25	8	25	1							1	Militants et millesbabords	
13 Av Guynemer	Caen	Calvados	Basse-Normandie	13-févr	1T 2013	10	2	10	1				1			1	tendanceouest 14 février et LDH	
Rue Jean Carasso	Bezons	Val d'Oise	IDF	14-févr	1T 2013	250	60	250	1							1	Le Parisien 15 février	
aire d'accueil Ligné	Ancenis	Loire-Atlantique	Pays de Loire	14-févr	1T 2013	9	3	9	1							1	Ouest France 15 février	
Site de l'ancien abattoir	Rezé	Loire-Atlantique	Pays de Loire	17-févr	1T 2013	45	15	45	1								1	Ouest France 21 février
Rue des Fillettes	Auberwillers	Seine-St-Denis	IDF	22-févr	1T 2013	300	100			300	1		1				Le Parisien 22 février	
Route des Romains	Strasbourg	Bas-Rhin	Alsace	25-févr	1T 2013	20	7			20	1		1				DNA 25 février	
Rue des Etrangers et Av Thiers	Bordeaux	Gironde	Aquitaine	26-févr	1T 2013	400	133	400	1			1	1			1	Sud Ouest 1 mars FR3 Aquitaine 26 février	
Av de la division Leclerc	Sarcelles	Seine-St-Denis	IDF	28-févr	1T 2013	80	30			80	1		1				Le Parisien 28 février	
Chemin du Cornillon	Aubervilliers	Seine-St-Denis	IDF	28-févr	1T 2013	50	15	50	1					1			CP ERRC 8 mars	
Rue de Marquillies	Lilles	Nord	Nord-Pas-de-Calais	03-mars	1T 2013	100	33			100	1		1				La voix du Nord 3 mars	
bidonville	Noisy-le-Sec	Seine-St-Denis	IDF	03-mars	1T 2013	50	15	50	1						1		CP ERRC 8 mars MdM mail 25 mars	
terre-plein autoroute	Bondy	Seine-St-Denis	IDF	06-mars	1T 2013	100	33	100	1						1		Le Parisien 6 mars	
Porte de Paris	ST-Denis	Seine-St-Denis	IDF	08-mars	1T 2013	150	50	150	1							1	Le Parisien 8 mars	
Nationale 20	Wissous	Essonne	IDF	10-mars	1T 2013	60	20			60	1		1				Le Parisien 10 mars	
Lac de Montalbot	Vigneux-sur-Seine	Essonne	IDF	11-mars	1T 2013	500	167	500	1			1				1	Sec Cathol. 12 mars	
Rue du Rateau	La Courneuve	Seine-St-Denis	IDF	15-mars	1T 2013	50	17	50	1							1	Le Parisien 18 mars	
Rue de la Butte-Pinson	Pierrefitte	Seine-St-Denis	IDF	17-mars	1T 2013	50	17	50	1							1	Le Parisien 18 mars	
Lices	Toulon	Var	PACA	19-mars	1T 2013	40	15	40	1				1			1	var matin 19 mars	
auberge de jeunesse	Brive	Corrèze	Limousin	19-mars	1T 2013	7	4	7	1				1				La montagne 19 mars	
La Noue Fondrière Av Blériot	La Courneuve	Seine-St-Denis	IDF	19-mars	1T 2013	250	83	250	1								1	MdM
campement	Bobigny	Seine-St-Denis	IDF	21-mars	1T 2013	50	17	50	1					1				MdM MG et ERRC
Bud Sampaix	St Fons	Rhône	Rhône-Alpes	22-mars	1T 2013	250	83			250	1		1					Le Progrès 23 mars
Av Gal de Gaulle/ Bvd Montmorency	Deuil-la-Barre	Val d'Oise	IDF	26-mars	1T 2013	50	20	50	1							1		Le Parisien 28 mars
Bretelle A4 Joinville	Paris	Paris	IDF	27-mars	1T 2013	26	9	26	1								1	Le Parisien 27 mars
Bretelle A86 et N14	St-Denis	Seine-St-Denis	IDF	28-mars	1T 2013	120	40	120	1					1				Le Parisien 28 mars
Rue Léon Blum	Villeurbanne	Rhône	Rhône-Alpes	28-mars	1T 2013	80	27	80	1								1	Libération 28 mars
Moulin Galant	Ormy/Villabé/Corbeil	Essonne	IDF	28-mars	1T 2013	350	117	350	1				1	1				Mediapart 28 mars
Ateliers SNCF	Hellemmes	Nord	Nord-Pas-de-Calais	31-mars	1T 2013	36	12			36	1		1					Nord Eclair 31 mars
rue des coquetiers	Bobigny	Seine-St-Denis	IDF	31-mars	1T 2013	35	12			35	1							Le Parisien 31 mars
1er trimestre 2013						4014	1320	3007	29	1007	10	2	16	9	18	2		

Annexe 1

1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées (le nombre d'enfants quand il est spécifié), les causes de l'évacuation forcée, le nombre d'Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF) distribuées (quand il est connu), la présence simultanée de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) avec les forces de l'ordre (quand il est signalé), les expulsions collectives du territoire, les propositions de relogement, les bases légales de l'évacuation (procédure d'expulsion initiée par le propriétaire du lieu de vie ou arrêté pris par le Maire ou le Préfet) ainsi que les sources de l'information dans chacun des cas

Chaque évacuation ou expulsion est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un garage désaffecté,... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand/Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports d'apparence différente concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information.

La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée ou l'expulsion du territoire.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source. Le nombre d'enfants est repris s'il est spécifié par la source ou il est estimé au tiers des personnes présentes.

L'expulsion forcée peut résulter de : un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, une distribution d'OQTF, une aide au retour humanitaire (ARH) ou un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne) en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Chaque fois que la source le mentionne, le nombre d'OQTF ou d'arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière (APRF) distribués sur le lieu de vie est noté, de même que la présence de l'OFII sur le lieu de vie lors de l'intervention des forces de l'ordre.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent au tableau. Elles sont généralement partielles car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations sont comptabilisées. Elles peuvent être prises par un Tribunal (de grande Instance, administratif, Cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une Mairie ou un Préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.